

~~SPILL~~ Jean Zarembo Andre
~~SPILL~~
 Beinamer Lubano
 WAX RAYMOND
 WEHRATT Wilfried
 PIWALC
 Furmanig Rosario

GRANDS DEBATS

COMMUNES DE MOSELLE

Xwald Beowei fer.
~~SPILL~~

BOUCHAUD
 Nigaut Ludovic
 Nigaut

Lian.
 gater

Li HANAWA
~~SPILL~~

RAVEN Birkner
 P. Bumer
 PBT

JANVIER à MARS 2019

Remise du fruit de notre travail au député

Lettre d'accompagnement

Date lundi 11 mars 2019, 16h30

Personne à contacter : Patrick BONNET – patrickbonnet2010@hotmail.fr – 06 77 51 85 64

Objet : Grand débat citoyen : Remise d'un document de synthèse

Madame la députée de la septième circonscription de la Moselle,

Lors de notre rencontre, organisée à votre demande le 3 février 2019 à Creutzwald, vous vous êtes engagée à recevoir notre contribution synthétique issue de notre participation volontaire à ce débat libre et citoyen.

Nous nous sommes conformés à votre engagement et avons souhaité vous remettre officiellement ce document à votre permanence parlementaire. Vous nous avez opposé une fin de non-recevoir et imposé le fait que de telles « doléances » doivent être adressées à un Préfet comme selon la volonté du Président de la République lui-même.

Ce fait nous a paru inacceptable en termes républicains. Ainsi, nous joignons à la présente, et quoiqu'il en soit selon votre engagement public du 3 février 2019 à Creutzwald, ce texte que nous avons rédigé sur la base des contributions du public présent et témoin lors de cette même assemblée ainsi que dans de nombreux autres « ronds-points » et « grands débats » organisés dans des villes et villages de Moselle.

Comme à votre volonté néanmoins, nous adresserons également très officiellement copies de ce cahier de « revendications et solutions » au Président de la République par la voie hiérarchique sous couverts administratifs des Préfets de la Région et du département.

Comme nous nous y étions engagés, nous avons tenu à vous rencontrer ce jour afin de vous remettre le fruit de notre travail. Le document que nous vous remettons, ci-joint, est le résultat de la collecte des revendications et solutions établi selon :

- les groupes qui par leur présence sur les ronds-points rappelaient en permanence aux passants qu'ils étaient bien là ;
- les groupes qui se rendaient sur des lieux de manifestations pour des actions ponctuelles afin d'apporter leur soutien à d'autres groupes engagés dans nos revendications ;
- d'autres qui se chargeaient de collecter des revendications ;
- d'autres encore qui ont participé à des grands débats afin de faire passer nos messages.

Grâce aux liens tissés entre tous les partenaires de ces actions, notre participation aux rencontres publiques, a permis d'obtenir le plus d'informations possible et démontrer notre cohésion et notre ouverture au dialogue. La liste de revendications et de propositions de solutions, liste bien évidemment non exhaustive, que nous avons rédigée est la synthèse de toutes ces actions.

Ce sont elles que vous trouverez dans le dossier que nous vous remettons. Elles sont portées non seulement par les « Gilets Jaunes », mais aussi par de nombreuses autres personnes qui, contrairement aux affirmations que nous pouvons lire ici ou là, sont solidaires de ce mouvement citoyen.

Le président de la République s'est engagé à s'exprimer dans le mois qui suivra la fin du Grand Débat. A l'issue de cet engagement, nous vous demandons de revenir vers la population dans le souci et le respect de la démocratie et du suffrage universel afin de nous rendre compte, nous, rapporteurs du cahier ci-joint, de toute l'utilité ainsi que des décisions prises par le Chef de l'Etat, le Gouvernement, les députés suite à l'investissement et à l'implication populaire.

Ainsi comme dit durant votre campagne électorale, le dialogue se prolongera après votre élection et vous pourrez faire remonter nos préoccupations vers les centres de décision nationaux.

Comme nous l'avions indiqué dans nos lettres adressées au président de la République, dont vous trouverez copies ci-jointes, nous espérons tous rentrer chez nous.

Mais il nous faut être entendu avant.

Respectueusement, dans cette attente,

Les revendications

Nous demandons :

- L'interdiction de se présenter à une élection ou de postuler à la direction d'un syndicat (eau, collecte...) à tout élu condamné pénalement ;
- La suppression de la « pause » des procédures pénales qui précède les élections ;
- La réduction des délais de justice ;
- L'égalité des élus dans le cadre de leur fonction ;
- Le renforcement du pouvoir d'action de la Cour des Comptes...

Nous demandons :

- La diminution du nombre de députés, de leurs revenus, de leurs indemnités, de leurs avantages,
- La sanction forte de l'absentéisme parlementaire ;
- La suppression du sénat ;
- La suppression des avantages accordés aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction ;
- La prise en compte des réalisations existantes proches avant que ne soient accordées les subventions aux communes par les départements, les régions ;
- Le contrôle des dépenses de l'Elysée, des ministères, de toutes les administrations de l'Etat par un collège de citoyen ;
- La réduction des commissions nationales ; La taxation des GAFA ;
- la suppression des remboursements de soins en rapport ou conséquence de leur sport aux sportifs de très haut niveau par les organismes de santé ainsi que le remboursement des frais de santé dus par les dirigeants étrangers ;
- La chasse à l'échappement fiscal sanctionné de manière stricte et sans appel avec remboursement immédiat de tout détournement ;
- L'arrêt des emprunts auprès des organismes bancaires privés ; que l'Etat réemprunte auprès de la Banque de France ;
- Le contrôle budgétaire des institutions afin de ne pas dépenser inutilement le restant de leur budget en fin d'année...

Nous demandons :

- L'indexation des salaires sur le coût de la vie fonctionnaire compris ;
- La revalorisation des retraites, que celles des veuves soit réévaluée à 80% ;
- L'attribution d'une prime aux personnes touchant le minimum retraite exonéré de la CSG ;
- Que l'écart salarial entre un salarié et une personne percevant le chômage soit important ;
- L'augmentation du SMIC ;
- Le paiement de la prime de fin d'année aux fonctionnaires ;
- Le paiement et la défiscalisation des heures supplémentaires dues aux forces de l'ordre ;
- L'étude préalable sur les effets du ruissèlement de l'Impôt Sur la Fortune et conclure en conséquence ;
- L'arrêt de l'impôt à la source ;
- Le calcul de l'impôt sur le revenu plus juste ;
- La réduction des taxes (eaux, gaz, essence...) ;
- La suppression de la CSG ;
- Le retour des institutions au plus près des citoyens (hôpitaux, maternités, postes, impôts, tribunaux, collège, lycée, école, aide scolaire...) ; L'arrêt du regroupement en grand pôle ;
- Le rétablissement de la circulation des trains et des bus desservant les petites communes ;

- Le rétablissement de la vitesse à 90km/h ;
- L'entretien renforcé des voiries devenues dangereuses pour les usagers...

Nous demandons :

- la suppression de la parité lors des élections (maire...) ;
- L'adoption de la représentativité proportionnelle en fonction des voix obtenues ;
- La comptabilisation du vote blanc ;
- L'instauration du référendum d'initiative citoyenne ;
- La démission des candidats à leur réélection 5 mois avant le scrutin ;
- Le référendum municipal pour l'engagement de dépenses hors programme ;
- La déclaration de patrimoine pour tous les élus ;
- La modification de la loi sur la limitation du cumul à trois mandats, afin que soit pris en compte les mandats précédemment effectués ;
- L'interdiction de cumuler mandats électifs avec la présidence d'une intercommunalité ou autre syndicat ;
- La modification d'attribution de la Légion d'Honneur ;
- L'adaptation de la taxe selon que le produit de consommation ait été réalisé dans un rayon de 200kms ou non ;
- Une meilleure lisibilité de l'étiquetage des produits de consommation ;
- L'adaptation du modèle du régime Alsace-Moselle aux autres caisses d'assurances maladies ;
- La mise en place de commissions de contrôles de citoyens dans la cadre des augmentations : mutuelle, complémentaire, assurance, eau, électricité, gaz, autoroute... ;
- L'implication de collèges de non élus à tous les niveaux de décision (commune, département, région, intercommunalité, état ...).
- Nous attendons de nos dirigeants le respect de notre Constitution et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, en cessant tout commerces avec les pays méprisant cette doctrine sur leur propre territoire...

Nous demandons :

- La mise en place du ferroutage ; La taxation du carburant des avions et des bateaux...

Nous demandons :

- Que soit conjuré les déserts médicaux et que développé le nombre de médecins spécialistes...

Nous demandons :

- La suppression de la corrida, de la chasse à courre, de la chasse présidentielle ;
- La vidéo surveillance dans tous les abattoirs ; L'interdiction de l'abattage dit « halal » ;
- La favorisation de l'adoption de l'animal de compagnie auprès des associations protectrices des animaux...

Nous demandons :

- Qu'à toutes ces réformes soient associés des collèges de citoyen ; La mise en place d'un calendrier de toutes ces réformes.

Comptes-rendus de nos Grands Débats

La parole aux Femmes

Thème : libre sous forme de conversation.

- Nous les femmes sommes obligées de travailler, nous avons besoin de 2 salaires pour vivre.
- Avec 15 euros on n'a plus rien, avant avec 100 francs on en avait davantage.
- Avant, les femmes ne travaillaient pas, c'était mal vu que la femme travaille. Nous avons des jardins.
- J'aimerais qu'on nous explique pourquoi il y a un trou dans la sécurité sociale.
- L'éducation doit suivre.
- Nous subissons trop.
- C'est bien beau tous ces débats, mais si Macron ne répond pas, il y aura une révolution.
- L'évolution nous coûte cher pour faire plaisir aux enfants.
- Aujourd'hui, on est obligée d'avoir un ordinateur, un abonnement au téléphone, à internet pour l'éducation des enfants. C'est 500€ de dépenses supplémentaires sur les 1200€ que l'on gagne.
- La scolarité n'est pas gratuite, il y a toujours des frais pour les fournitures scolaires, les spectacles, les sorties...
- Il faut arrêter d'exiger de l'expérience pour travailler. Cela pénalise les jeunes.
- Il faut nous aider à payer le permis. On en a besoin pour pouvoir aller travailler sans compter qu'il faut acheter une voiture.
- Demander aux entreprises le ramassage de ses employés comme cela se faisait avant.
- Il faut mettre des navettes pour les personnes âgées pour leur permettre de faire leurs courses.
- Quasiment tout sera fait par internet (Impôts, caf, ...). Tout le monde ne sait pas se servir d'internet. Il faudrait les former gratuitement et mettre en place une personne pour les aider à domicile.
- Absence de communication humaine, il y a de moins en moins de contact avec les autres.
- Augmenter les revenus, baissez les taxes.
- Les économies doivent commencer par les dirigeants. L'Etat doit réduire ses dépenses.
- Il faut supprimer tous les avantages des élus.
- Cesser de nous taxer sur les chèques vacances.
- Garder les aides pour les personnes sans emploi et augmenter les revenus de ceux qui travaillent.
- Il faut équilibrer les salaires.
- Ne plus cumuler un emploi et une fonction d' élu rémunérée.
- Plus de contrôle et de sanctions pour les fraudeurs de l'Etat.
- On exige de nous des efforts, les élus doivent être exemplaires.
- La justice doit être égale pour tous. Les élus et les forces de l'ordre ne sont pas au-dessus des lois.
- Avec les aides, on est plus gagnant en restant à la maison plutôt que de travailler.
- Actuellement on survit. J'ai 40 ans je me fiche de la retraite. Je ne suis pas sûre d'y arriver.
- J'ai bossé toute ma vie, j'ai gagné le smic, ma retraite est de 480€.
- La pension de réversion doit être égale à 100% comme en Italie. Les italiens ne sont pas plus pauvres que nous.
- La souffrance est quotidienne. Comment Macron peut-il nous imposer des thèmes pareils, alors qu'il y a plus urgent.
- Supprimez la location du compteur sur les factures (eau...). Cela nous reviendrait moins cher d'en acheter un.
- Développer les études pour les médecins.

- Obligation des jeunes à faire un service militaire. Trois semaines ne servent à rien. Au mieux 6 mois ou un service civique. Peut-être trouveront-ils leur vocation.
- Vous ne pouvez plus faire d'économies quand il s'agit de santé et d'éducation.
- Recrutement dans les maisons de retraite. Il vaut mieux être hébergé dans une prison que dans une maison de retraite. Le personnel y est davantage présent. Si je dois être fauchée toute ma vie autant aller en prison.
- On vit tous les jours avec des crédits.
- Faciliter les emprunts pour les jeunes.
- Faire le Grand Ménage financier, politique, technocrate. C'est le Peuple qui paie.
- Prendre exemple sur le modèle suédois.
- Utiliser le smic comme salaire de base et le multiplier selon les fonctions de chacun.
- Sanctionner les élus quand ils ont échoué, mis leur administration en péril, endetté la commune, réalisé des dépenses inutiles.
- Equilibre financier de l'Etat. Déséquilibre alors sanctionner.
- Supprimer les frais de gestion des comptes bancaires.
- La totalité des taxes d'habitation doit être laissée aux communes.
- L'Etat ne doit plus emprunter aux banques privées.
- Supprimer les intermédiaires en matière de finances.
- Attribuer des indemnités aux personnes en longue maladie (plus de 6 mois).
- Faire le calcul de l'APL sur les 3 derniers mois.
- Supprimer la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité.
- Augmenter la TVA sur les produits de luxe, voiture neuve, bateau, jet...
- Traitement plus rapide des dossiers CPAM, MDPH, CAF ...
- Rendre la demi-part aux veuves et veufs.
- Couverture sociale pour les jeunes dès la fin de leur scolarité.
- Davantage de suivi des missions locales.
- Fixer un pourcentage pour l'embauche par les entreprises de jeunes de moins de 25 ans.
- Calcul de la retraite sur les 10 meilleures années comme avant.
- Développer le transport scolaire, gratuit, urbain et rural.
- Embaucher davantage dès la maternelle afin d'accompagner les enfants en difficulté scolaire.
- Mépris des élus (sans dents, illettré, « cassos » ...).
- Pour débattre des solutions, il nous aurait fallu plus d'informations au lieu d'avoir une demande de réponse par « oui » ou par « non ».
- On peut subir plein de choses jusqu'à un certain point.
- Cela faisait longtemps que cela devait « péter ».
- Un jour ça va « péter ».
- On joue à son jeu en participant au Grand Débat.
- Les financiers l'ont élu.
- Pas de pouvoir d'achat mais le pouvoir de consommer.
- Nous voulons ce qui existe.
- Juppé cumulard.
- Marre des aides, nous voulons un salaire décent.
- Si j'avais un bon salaire, je payerais un loyer à 500€ au lieu de trainer sur un rond-point.
- Une jeune femme pleure.
- On est des marionnettes, il nous tient par la misère.
- Que l'Etat justifie ses dépenses.

- Ne cumuler salaires avec indemnités d'élus.
- Thèmes présidentiels, absence de probité, de transparence.
- Sanctionner les hauts fonctionnaires au lieu de les déplacer sur un autre poste.
- Casier des élus vierges.
- Le cas Bénalla aurait dû engendrer des démissions. Il est le protégé de Macron.
- On veut des représentants irréprochables. On exige de nous que nos enfants soient irréprochables.
- Le politique n'est jamais honnête.
- Une partie est pourrie et corrompte.
- Faire un tableau : à gauche les dépenses légales ou non des élus, à droite celles des citoyens. Faire le total du montant de ces dépenses. En tirer le pourcentage.
- Nous sommes en souffrance au quotidien.
- Mal-être.
- On nous balance quatre thèmes, alors que l'on n'arrive pas à bouffer.
- On est de plus en plus démunie, et on nous parle de remplacer la chaudière. Rien à foutre, on pense d'abord à se chauffer.
- Les retraités en EPHAD payent, pour les prisonniers c'est gratuit. Mieux vaut aller en prison.
- Je suis fauchée quand je travaille, je serai fauchée le jour de la retraite. Autant aller en prison, puisque je n'aurais pas l'argent pour aller en maison de retraite. Ou alors ce sont mes enfants qui devront payer.
- Frais de gestion bancaires, alors qu'on est obligé d'avoir un compte en banque. Les banques sont les amies des puissants.
- Le débat des Femmes auquel Macron s'est invité à Bordeaux ne venaient par des ronds-points comme nous.



DIESEN

Thème 1 : La transition écologique

- Mise en place du ferroutage ;
- Taxer le carburant utilisé pour les avions et les bateaux ;
- Gratuité des transports en commun ;
- Panneaux solaires sur tous les bâtiments publics ;
- Création d'une zone franche à prix attractif pour éviter d'aller acheter à l'étranger ;
- Favoriser le carburant éthanol ;
- Réduire le nombre de taxes ;
- Synchronisation des feux tricolores ;
- Inverser le sens des feux rouges comme en Allemagne ;
- Mise aux normes des ralentisseurs ;
- Alignement des tarifs des carburants avec ceux des zones frontalières ;
- Ne pas taxer les anciens véhicules dès lors qu'ils ne polluent pas, ou relativiser par rapport au nombre de kilomètres parcourus ;
- Développer l'isolation des maisons ;
- Interdire l'augmentation du prix des véhicules par les concessionnaires dès lors qu'une prime est promise par l'Etat (effet d'aubaine) ;
- Idem pour les chaudières, les fenêtres ;
- Tous les pays doivent participer à la transition écologique ;
- Interdire l'exportation des véhicules d'occasion destinées à d'autres pays dès lors qu'ils polluent en France ;
- L'Allemagne produit du charbon jusqu'en 2038 ;
- Limiter les livraisons aux zones de chalandises dans un rayon de 300 kms du lieu de fabrication ;
- Remettre en service les taxes pour les poids-lourds venant de l'étranger ;
- Prendre exemple sur la Suisse : taxer les étrangers qui viennent en France ; ;
- Refuser l'application de la maxime : « *si tu payes une taxe tu as le droit de polluer* » ;
- Transparence totale sur les taxes destinées à l'écologie.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Interdire toutes subventions émanant d'administration (Communauté de communes, département, région...) sans que ne soit pris en compte l'existence de réalisations existantes similaires proches ;
- Trop de taxes (exemple : facture eau sur une année : 200€ pour l'eau, 600€ de taxes = 800€) ;
- Sanction forte de l'absentéisme parlementaire ;
- Réduction des commissions nationales ;
- Sanctionner fortement l'évasion fiscale ;
- Suppression de l'impôt à la source ;
- Réduire fortement les avantages accordés aux élus ;
- Sanctionner les fraudes à la sécurité sociale, CAF... ;
- En contrepartie de la suppression de la taxe d'habitation, redistribuer du pouvoir d'achat aux communes ;
- Faire le ménage dans les niches fiscales mais conserver les dons aux œuvres, associations, chèque emploi services... ;

- Supprimer les niches fiscales qui ne servent que les assujettis ;
- Indexations des retraites ;
- Bonne utilisation de l'argent public ;
- Clarifier les prélèvements de 0,50€ à 1 ou 2€, voire plus, sur remboursement de soins de santé ;
- Revenir au calcul de la retraite sur les 10 dernières années.

Thème 3 : Organisation de l'Etat

- Conjuraison des déserts médicaux ;
- Développement du nombre de médecins spécialistes ;
- Implication de collègues de non élus à tous les niveaux de décision (commune, département, région, intercommunalité, Etat ...) ;
- Retour des institutions au plus près des citoyens (hôpitaux, maternités, postes, impôts, gares, tribunaux, collège, lycée, école, aide scolaire...) ;
- Rendre contraignant les avis des Chambres des comptes ;
- Justice plus rapide : trop de délai pour juger un terroriste, coût à la charge du contribuable ;
- Faire participer aux dépenses de l'Etat les familles des délinquants ;
- Ne pas obliger les communes à confier la gestion de l'eau aux intercommunalités (plus cher) ;
- Appliquer le régime d'assurance maladie Alsace-Lorraine à toute la France ;
- Mettre davantage d'éducateurs dans les écoles ;
- Allocation familiale dès le 1^{er} enfant ;
- Allocations familiales payées au prorata des revenus et du patrimoine ;
- Obliger les hauts fonctionnaires à plus de mutation.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Instaurer le Référendum d'Initiative Citoyenne et respecter le choix des citoyens ;
- Tout élu condamné est inéligible à vie ;
- Obligation candidat à une élection d'avoir un casier judiciaire vierge (pas seulement le 2) ;
- Instaurer une limite d'âge pour toutes les élections ;
- Mise en place du vote blanc pour toutes les élections ;
- Instaurer un vote à mi-mandat comme aux USA ;
- Interdire le cumul des mandats pas seulement électifs ;
- Adoption de la représentativité proportionnelle en fonction des voix obtenues ;
- Frexit.

A) Thème 5 : Pouvoir d'achat

- Augmentation du smic ;
- Augmentation des revenus en général ;
- Rétablissement de la demi-part pour les veuves ;
- Rétablissement de l'ISF ;
- Taxer les très gros revenus ;
- Réduction de la tva sur les produits de première nécessité, l'augmenter sur les produits de luxe ;

- Interdire aux dirigeants d'entreprises de négocier leur salaire (exemple : air France : président canadien) ;
- Les élus et hauts-fonctionnaires doivent être responsable de leur gestion sur leur propre denier ;
- Reprendre le contrôle du réseau autoroutier ;
- Faire payer aux entreprises et citoyens français résidants à l'étranger la différence sur l'impôt qu'ils auraient payé en France ;
- Etablir un « salaire » pour les élus selon leur temps de présence ;
- Faire payer l'impôt aux entreprises étrangères basées en France ;
- Supprimer tous salaires, indemnités et avantages accordés aux élus dès lors qu'ils ne sont plus en fonction ;
- Interdire aux députés de fixer le montant de leurs indemnités ;
- Sanctionner par l'amende les politiciens commettant des fautes ;
- Trop d'écart entre le smic et certains hauts salaires (Elus, président de commissions...) ;
- Livret A doit suivre l'inflation avec le cout de la vie ;
- Réduire fortement les indemnités de tous les élus ;
- Sanctionner fortement l'absentéisme ;
- Egalité de contrats de travail, de salaires et de taxes pour les étrangers travaillant en France ;
- Le parlement européen ne doit se trouver que sur un seul site (actuellement Luxembourg, Bruxelles, Strasbourg) ;
- Mise en place d'un minimum vieillesse décent ;
- Obligation d'un compte-rendu trimestriel des dépenses publiques de toutes les administrations ;
- Réduire le nombre d'élus lors de la création de regroupement de communes (trop de vice-président).

Thème 6 : La cause animale

- L'interdiction de l'abattage dit « halal » ;
- La suppression de la corrida ;
- Mise en place d'un « permis » pour détenir un animal.

Thème 1 : La transition écologique

- Diminuer le prix du carburant ;
- Développer le transport en commun, le covoiturage ;
- Augmenter le nombre de parking pour covoiturage ;
- Indemniser les personnels favorisant le covoiturage (baisse de l'impôt...) ;
- Rendre prioritaire les véhicules « plein » au détriment de véhicules transportant une seule personne ;
- Développer les bornes de recharge pour les voitures électriques ;
- Ne plus taxer les véhicules « propres » ;
- Utiliser comme carburant les huiles de friture ;
- Rechercher les ressources naturelles ;
- Limiter la puissance et la cylindrée des voitures ;
- Former les entreprises du bâtiment à l'écologie ; Création d'une section d'excellence dans la rénovation énergétique des bâtiments ;
- Dénoncer les pays pollueurs ;
- Utiliser le solaire pour les véhicules ;
- Développer la récupération de l'énergie par panneau photovoltaïque ;
- Taxer fortement le carburant des camions, avions, bateaux ;
- Taxer fortement les entreprises « pollueurs » ;
- Développer l'hybride ;
- Développer le ferroutage ;
- Développer le moteur à eau (de pluie) ;
- Economiser l'énergie (lumière des grandes surfaces, emballages...) ;
- Imposer des normes aux constructeurs de bateaux, d'avions ;
- Interdire le glyphosate et les désherbants puissants ;
- Interdire la pulvérisation de tous produits à moins de 25 mètres des lieux de vie, des plantations... ;
- Interdire l'épandage des poisons anti-rongeurs dans les champs ;
- Interdire l'arrachage de haies dans les champs. Ne plus accorder de subventions à leur replantation ;
- Interdire la chasse le dimanche, la nuit ;
- Interdire de tuer et de chasser les renards, les blaireaux ;
- Interdire la chasse des oiseaux par l'utilisation de la glue ;
- Ajouter les (grives, merles, tourterelles, perdrix, ramiers ...) au tableau des espèces non chassables et protégées ;
- Utiliser une partie de l'argent de la chasse perçu par les communes à la plantation d'arbres fruitiers dans les forêts ;
- L'Etat ne doit plus accorder d'aide aux agriculteurs pour les dégâts faits par des sangliers mais augmenter le prix de la chasse ;
- Sensibiliser les agriculteurs à la maltraitance animale dans les abattoirs ;
- Développer les villes sans auto ;
- Développer le transport fluvial à Paris ;
- Obliger les abattoirs à pratiquer l'étourdissement ;
- Mise en place de caméras dans les abattoirs ;
- Favoriser les circuits-courts de vente de produits fermiers et maraîchers ;
- Interdire les corridas, la chasse à courre ;

- Obliger les communes à créer des champs de fleurs non traités ;
- Développer les zones humides, en interdire la chasse ;
- Accorder une prime à la voiture électrique sans condition de ressources ;
- Mise en place de bornes de rechargement pour véhicules électriques devant toutes les grandes surfaces ;
- Développer l'isolation de l'habitat, le changement du moyen de chauffage non basé sur les revenus ;
- Mettre en place des ateliers LPO, protection des animaux et de la flore à l'école primaire ;
- Instaurer les emballages de fastfood biodégradables.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Rétablissement de l'ISF ;
- Réforme de la fiscalité ;
- Chasser et condamner fortement l'évasion et la fraude fiscale, la fraude sociale, la faute patronale ;
- Suppression du CESE ;
- Diminuer les charges des personnes invalides (Double peine) ;
- Appliquer le prélèvement à la source pour les artistes et les sportifs ;
- Rendre le vote obligatoire ;
- Réduire les salaires des hauts fonctionnaires ;
- Réduire les entrées à l'ENA au besoin nécessaire de l'Etat ;
- Plafonner le remboursement CPAM en cas d'accident ou maladie pour les sportifs de haut niveau ;
- Supprimer le cumul des mandats ;
- Exonérer de l'impôt les invalides et les petites retraites ;
- Alignement de l'impôt pour les travailleurs frontaliers ;
- Regrouper les forces de l'ordre (Police, gendarmerie, douane) ;
- Supprimer les émoluments et les avantages accordés aux anciens présidents de la République, aux 1^{ers} ministres ;
- Rendre contraignant les avis émis par la Chambre des Comptes ;
- Réduction du train de vie de l'Etat (Hôtels, restaurants hauts de gamme ...) ;
- Réduire le nombre de conseillers des ministres, du Président de la République ;
- Interdire le pantouflage des fonctionnaires, des élus dès qu'ils quittent leur fonction ;
- Accorder les mêmes aides pour un couple avec un seul enfant ;
- Reverser CSG et le jour férié pour les retraites directement à la sécurité sociale ;
- Aligner les tarifs des services accordés aux parlementaires (restaurant, coiffeur, buvette...) ;
- Suppression de la CSG sur les retraites, notamment sur les retraités qui ont été exposés à l'amiante ;
- Non-imposition des personnes atteintes d'une maladie liée à l'amiante ;
- Création d'un impôt à taux zéro pour l'impôt à la source ;
- Les français frontaliers (Luxembourg, Belgique...) qui travaillent dans ces pays payent aussi l'impôt dans l'impôt dans ces pays. Exiger de ces pays de contribuer à l'entretien des crèches et des écoles de ceux qu'ils emploient ;
- Consultation obligatoire des présidents de régions, d'intercommunalités avant tout travaux communaux afin d'en réduire les coûts ;
- Réduction des indemnités de tous les élus ;
- Suppression du cumul des mandats ;
- Augmenter le taux de réduction d'impôts sur les investissements immobiliers neufs ;

- Création de parcelles à bâtir à 1€ dans les communes avec participation de l'ANAH pour la construction de logement neuf à caractère social.

Thème 3 : Organisation de l'Etat

- Suppression des subventions accordées aux médias ;
- Augmenter le budget, le nombre de médecins, le personnel soignant dans les Hôpitaux ;
- Obliger les étudiants (médecine, éducation nationale...) à choisir une affectation en fin d'études de 2 à 5 ans ou leur faire rembourser les aides de l'Etat. Pour les étudiants étrangers, obligation de travailler en France une certaine durée après l'obtention de leur diplôme ;
- Baisser les tarifs des maisons de retraite et embaucher du personnel, réévaluer les salaires, trop de cas de maltraitance. Sanctionner fortement les manquements ;
- Désengorger les prisons par le développement des TIG ;
- Obliger les personnes percevant le chômage ou le RSA à un certain nombre d'heures de travail/mois d'utilité collective ?
- Développer le bénévolat par la récompense ;
- Afficher la transparence, au minimum 2 fois par an, sur l'organisation de l'Etat, des administrations, du personnel employé ;
- Développer les usines et les petits commerces dans les zones sinistrées ;
- Développer le référendum communal ;
- Regrouper des services (impôts, carte grise, passeport...) dans les communes ;
- Réduire le nombre d'élus ;
- Fusionner les communes ;
- Une seule demande de carte à mobilité réduite pour les personnes atteintes d'une maladie invalidante à vie (actuellement tous les deux ans) ;
- Augmenter la durée de remplacement des cartes d'identité et des passeports ;

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Mettre en place le Référendum d'initiative populaire ;
- Limite d'âge pour celui qui postule à une élection ;
- Former les élus avant les élections ;
- Transparence des emplois des fonctionnaires de l'Etat ;
- Rappeler aux parlementaires qu'ils sont élus pour faire remonter les besoins de ceux qui l'ont élu et non pour être au service d'un président ;
- Consultation du citoyen (référendum) pour les choix de société (mariage pour tous, avortement, etc....) ;
- Instauration proportionnelle ;
- Payer au juste prix les personnes qui travaillent ;
- Elus responsables sur leurs propres deniers ;
- Election à mi-mandat ;
- Révocation des élus ;
- Obliger à des travaux d'utilité publique les détenus sous contrôle électronique ;
- Limitation à deux mandats électifs les élus ;
- Consultation par référendum communal pour des travaux futurs ;
- Campagne de sensibilisation de la part des forces de l'ordre.

Thème 5 : Libre

- Travailler avec des citoyens sur trois thèmes de société :
 - ✓ Famille monoparentale, souvent des femmes : mise en place d'un guichet unique qui regrouperait différents services d'aide ;
 - ✓ Personne sans emploi : développer les formations ;
 - ✓ L'apprentissage, insuffisant : développer les EPIDE (*Etablissement pour l'insertion dans l'emploi*).
- Augmenter les effectifs de Pôle Emploi, des missions locales ... ;
- Ouvrir les institutions type CPAM, CAF, mairies, ... Les samedis afin de permettre à celles et ceux qui travaillent toute la semaine d'y accéder ;
- Aider les jeunes de 16 à 25 ans à construire un projet de travail dans les emplois qui recrutent ;
- Porter une attention particulière aux personnes victimes de harcèlement, comportement suicidaire, burn out ;
- Développer l'embauche par l'abaissement des charges ;
- Accorder un statut aux bénévoles ;
- Egalité de salaire entre les hommes et les femmes ;
- Résoudre la péréquation : « Pourquoi des entrepreneurs ne trouvent pas à embaucher et pourquoi il y a tellement de chômeurs » ;
- Redéfinir la mission de la médecine du travail (Humanité, parler...) ;
- Absence de communication ;
- Réduire les écarts de salaire entre les dirigeants et les ouvriers ;
- Utiliser l'argent des autoroutes au réinvestissement. Si excédent, affecter les bénéfices à d'autres missions ;
- CICE accordés aux grosses entreprises, inclure les moyennes et petites entreprises ;
- Baisser les taxes sur les produits de première nécessité ;
- Inciter nos industries à réinvestir ;
- Ne plus taxer les personnes invalides.

FLETRANGE

Thème 1 : La transition écologique

- Développer les solutions alternatives. Exemple : générateur Magrav ;
- Développer les voitures à hydrogène, à biocarburant ;
- Obliger la récupération de l'eau de pluie pour les sanitaires, pour toutes nouvelles constructions, pour tous les établissements publics ;
- Interdire l'achat de tous véhicules polluants dans le but d'être revendus à l'étranger ;
- Limiter les consommations de carburant en réduisant les distances domicile-lieu ;
- Si développement de l'utilisation de véhicules électriques, quid du recyclage des batteries ;
- Développer l'écologie aux autres pays en donnant l'exemple ;
- Taxer fortement les entreprises polluantes (pas de taxes pour polluer), inciter les autres pays à faire de même.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Sanctionner fortement l'absentéisme parlementaire ;
- Réduire (à moitié au minimum) le nombre de parlementaires ;
- Obliger tous les élus à rendre des comptes sur les dépenses publiques ;
- Déclaration de patrimoine avant et après leur mandat de tous les élus et responsables d'institutions ;
- Rendre contraignant les avis des Chambres des Comptes ;
- Augmenter le nombre de contrôle par les Chambres des Comptes des communes, des administrations (1 fois tous les deux ans, dont une avant la date des élections) ;
- Donner plus de pouvoir aux brigades financières ;
- Exiger des élus des compétences de gestionnaire ;
- Rendre obligatoires des formations aux élus selon leur fonction ;
- Supprimer les avantages des anciens présidents de la République ;
- Réduire les dépenses de l'Etat en réduisant le nombre d'accompagnants (Force de l'ordre, voitures de cortège...) ;
- Réduire de façon conséquente les avantages accordés aux élus (Hôtels, restauration ...) à l'instar d'autres pays (Allemagne) ;
- Obligation de rendre des comptes trimestriels de toutes les taxes perçues (Combien à qui) ;
- Obligation d'affecter les taxes à ceux pour qui elles sont prélevées ;
- Supprimer le budget du conjoint du Président de la République, en supprimer les avantages (chauffeur, secrétaire, coiffeur, garde du corps) ;
- Augmenter le smic, le salaire doit suivre l'inflation ;
- Fusionner les communes de moins de 1000 habitants et réduire le nombre d'élus ;
- Supprimer le cumul de mandat, le cumul des indemnités et autres revenus des élus.

Thème 3 : Organisation de l'état

- Prendre en considération les votes blancs ;
- Rendre les votes obligatoires ;
- Déplacer les élections des législatives un an et demi à deux ans après l'élection présidentielle ;
- Accorder le droit de vote aux étrangers dès qu'ils payent des impôts en France.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Réduire le nombre d'élèves par classe ;
- Augmenter le budget de l'Education Nationale ;
- Aides et autres prestations (exemple allocation de rentrée scolaire) payées directement aux fournisseurs. Ne plus attribuer ces sommes directement aux allocataires ;
- Les communes ne doivent plus payer d'indemnités aux percepteurs ;
- Interdire le dépassement d'honoraires des praticiens (Plus cher si rendez-vous plus vite) ;
- Trop de prélèvements obligatoires pour soins de santé.

Thème 5 : Libre

- Contrôle plus fréquent des aides et autres prestations accordées, d'utilisateurs de la carte vitale, des soins infirmiers, des chômeurs ;
- Application du régime Alsace-Moselle à toute la France ;
- Le montant des indemnités des parlementaires, des élus ne doit plus être voté par eux-mêmes ;
- Obliger les étudiants (médecine, éducation nationale...) à choisir une affectation en fin d'études de 2 à 5 ans ou leur faire rembourser les aides de l'Etat ;
- Réduire le nombre de personnes travaillant pour l'Etat (assemblées, autres) ;
- Ne plus imposer la complémentaire de l'employeur (Libre choix) ;
- Supprimer la décote de 10 % de la retraite (départ 3 ans avant l'âge même si les trimestres sont là = -10%) ;
- Harmoniser le calcul des retraites entre tous les secteurs d'activités, suppression des avantages en nature et attribuer le salaire en conséquence ;
- Faire participer davantage les grosses entreprises à l'effort ;
- Hospitalisation psychiatrie à la demande d'un tiers, exiger la 1 signature d'un médecin compétent, les frais à la charge des internés.

Thème 1 : la transition écologique

- Le taux de pollution en France est de 1.4%. Le remplacement des voitures et des chaudières n'est pas la solution. Personne n'a les moyens financiers de le faire. Les batteries électriques polluent autant ;
- Transport gratuit également en milieu urbain ;
- Mise en place du ferroutage ;
- Développer les transports via les canaux ;
- Rechercher d'autres fournisseurs afin de ne pas laisser la SNCF en position de monopole ;
- Développer l'hydrogène ;
- Développer les voitures hybrides ;
- Développer l'éolien (courants marins ...) ;
- Regrouper les centrales nucléaires ;
- Taxer fortement les pays pollueurs ;
- Interdire les lobbys dans le débat politique ;
- Accorder les mêmes aides pour l'isolation (BBC...) quels que soient les revenus ;
- La France doit se donner les moyens de peser au niveau mondial ;
- Ne plus traiter avec les pays pollueurs.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Réduire le nombre de commissions nationales ;
- Redéfinir le rôle des parlementaires, du Maire, des élus en général ;
- Réduire la pyramide gouvernementale ;
- Contrôler le travail des parlementaires, des maires, des élus en général ;
- Aligner les retraites et indemnités des politiques sur le salaire ;
- Instaurer le vote à mi-mandat pour tous les élus ;
- Septennat unique pour les présidents de la République ;
- Supprimer la retraite des élus dans la fonction d'élus (Ils ne perçoivent pas un salaire mais des indemnités) ;
- Le RDS ne devait-il pas être provisoire ?
- Faire le tri sur les niches fiscales ;
- Reconnaître le bénévolat ;
- Faire payer l'impôt quel que soit le montant des revenus et pour tous les revenus ;
- Mise en place de contreparties pour toutes les aides (RSA...) ;
- Développer l'accompagnement à la réinsertion ;
- Retour du service militaire ;
- La TVA ne devrait être payée qu'une seule fois (Achat d'un véhicule = TVA ; revente du véhicule = TVA...) ;
- CSG proportionnelle aux revenus ;
- Cumul des mandats si une seule indemnité.

Thème 3 : Organisation de l'Etat

- Former les élèves, les étudiants selon les besoins du pays, des industries ;
- Remettre le calcul de la retraite à 10 ans ;
- Revaloriser la fonction de chercheur ;
- Financer fortement le domaine de la recherche ;
- Lutte contre l'alcool ;
- Développer la sécurité routière.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Instaurer le vote obligatoire avec mise en place de la proportionnelle et du vote blanc (Indissociable).

Thème 5 : Libre

- Développer la culture (accès aux musées, expositions...) ;
- Plus de programmes culturels dans les émissions de TV ;
- Laisser la réduction de la vitesse (80kms/h) à la charge des départements ;
- Aider les associations ;
- Lutter contre la fracture entre le « urbain et le rural » ;
- Permettre à tous les jeunes de faire des études ;
- Egalité sociale ;
- Remotiver le corps enseignants, les aidants, les personnels soignants ...;
- Développer la détection au plus tôt des enfants en échec scolaire ;
- Lisser les pensions de retraite sur les salaires ;
- Réduire le nombre d'élèves par classe ;
- Redéfinir le rôle des architectes des Bâtiments de France.

BOULAY

Thème 1 : la transition écologique

- Développer le bioéthanol et les pompes pour se fournir ;
- Utiliser les sources d'eau chaude ;
- Développer les transports en commun en milieu rural, le rythme du transport ;
- Développer le covoiturage ;
- Contrôle des produits utilisés pour le nettoyage dans les entreprises ;
- Mise en place de composteur par quartier ;
- Consigner les récipients en verre, en plastique ;
- Réouverture des petites gares ;
- Supprimer les sacs poubelles, revenir aux bacs de couleur ;
- Développer les voitures électriques, les bornes électriques (penser au recyclage des batteries) ;
- Les voitures destinées à la casse doivent finir à la casse ;
- Développer les pistes cyclables ;
- Revoir nos habitudes ;
- Développer le ramassage scolaire ;
- Supprimer les 80km/h ;
- Régler les voitures pour moins de pollution.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Supprimer les avantages de tous les élus après leur mandat ;
- Réduire le nombre d'élus ;
- Réduire les frais de bouche des parlementaires ;
- Réduire les frais de transport des élus ;
- Augmentation des salaires proportionnée dans les entreprises (la même augmentation doit s'appliquer à tous et pas par rapport au salaire. Si augmentation de 10%, calculer le montant total du budget alloué à l'augmentation, diviser ce montant par le nombre d'employés. C'est ce montant identique qui devra être versé à chacun) ;
- Faire payer des impôts aux entreprises selon le chiffre d'affaire et le nombre de salariés ;
- Taxer fortement les transactions et l'évasion fiscale ;
- Favoriser les entreprises qui produisent en France ;
- Réaliser un embargo sur les technologies « made in France » ;
- Harmoniser l'Europe dans tous les domaines ;
- La Tva étant un impôt, la réduire pour les produits de 1ère nécessité ;
- Supprimer le maire des petites communes ;
- Le salaire doit être supérieur aux revenus alloués en restant à la maison ;
- Supprimer les CESER ;
- Modifier les tranches d'impôts ;
- Faire travailler les chômeurs à minima en compensation des aides perçues ;
- Retraite à 60 ans.

Thème 3 : Organisation de l'Etat

- Rappeler aux élus le prix des aliments, des salaires, du smic...
- Ne pas délocaliser les services d'urgence ;
- Développer les hôpitaux de proximité ;
- Créer des maisons d'aide pour les actes administratifs ;
- Transparence du budget de l'Etat ;
- Revenir aux prêts auprès de la banque de France ;
- Obliger les petites communes à fusionner ;
- Revenir aux 39h ;
- Créer des structures intercommunales ;
- Obliger les élus à faire des formations ;
- Fusionner mairie et siège de l'intercom dès lors qu'ils se trouvent dans la même commune ;
- Suppression du CICE ;
- Réduire le mille-feuille administratif.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Instaurer le vote obligatoire sur le temps de travail ;
- Casier judiciaire vierge pour les candidats aux élections ;
- Limiter les élus à 1 mandat unique (mairie, député...) ;
- Tirer au sort les élus ;
- Proportionnelle totale pour toutes les élections ;
- Possibilité de dissoudre l'Assemblée Nationale par un collège de non élus ;
- Responsabiliser les élus sur leurs actes ;
- Justice identique pour tous ;
- Parité dans les élections ;
- Elu sanctionné = inéligibilité.

Thème 5 : Libre

- Les élus et les représentants de l'ordre doivent être exemplaires et doivent être punis plus fermement qu'un citoyen lambda ;
- Diminuer le temps de travail pour le partager avec d'autre sous contrôle ;
- Faire passer « un permis » pour les conducteurs de voiture sans permis ;
- Davantage de contrôle sur les conditions de travail ;
- Interdire les saisies sur les comptes bancaires ;
- Donner une somme d'argent à tout le monde avec obligation de participer à la vie sociale ;
- Impôts pour tous ;
- Mettre en place les 37h payées 35 pour la formation ;
- Développer les formations dans le cadre de modernisation industrielle ;
- Former les personnes selon les besoins nationaux ;
- Donner la chance aux jeunes de moins de 25 ans (plus de demande d'expérience professionnelle) ;
- Aider les personnes qui développent le bio.

BITCHE

Thème 1 : la transition écologique

- Remplacer la taxe des ordures ménagères par une redevance incitative qui prend en compte le service rendu après incitation au tri ;
- La collecte des déchets doit être uniformisée au niveau national ;
- Comment financer le tout électrique alors que le carburant remplit les caisses de l'Etat de 17 milliards d'euros ;
- Résoudre le problème du recyclage des batteries électriques ;
- Développer la fabrication des panneaux photovoltaïques en France ;
- Consigner les bouteilles verre et plastique, les emballages ;
- Réduire les déchets ;
- Développer le nucléaire ;
- Un diesel récent est moins polluant et plus économique ;
- Soutenir les industries françaises qui produisent en France ;
- Réduire le prix des véhicules électriques (Subvention de 2000€ pour un véhicule dont le coût est de 25 000€) ;
- Faire le suivi des subventions accordées pour l'achat d'un véhicule neuf, les concessions attendent de l'Etat le paiement des primes ;
- Mettre en place les portiques pour les camions ;
- Taxer le transit international sur nos routes ;
- Développer le ferroutage ;
- Taxer le kérosène.

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Renforcer la lutte contre la fraude fiscale ;
- Contrôler et sanctionner les entreprises étrangères qui organisent leur faillite pour renaître sous une nouvelle identité ;
- Taxer les GAFA ;
- Réduire le train de vie de l'état ;
- Justifier la totalité des frais de mandats des parlementaires (600€) ;
- Réduire les postes des ministères ;
- Sanctionner fortement l'absentéisme des élus ;
- Plus de clarté dans les dépenses publiques ;
- Budget du Sénat, plus de clarté (supprimer la cagnotte, confirmée par la députée/Vendre les biens immobiliers appartenant au Sénat) ;

** **Commentaire de l'animateur :** Je relance le débat en donnant des exemples de propositions récoltées lors d'autres consultations. Arrivée au cours de ce second thème, avec plusieurs personnes de son équipe, la députée locale, en retard, s'en mêle estimant que j'oriente les débats. J'indique que mon but est que chacun puisse s'exprimer avec « ses tripes, que s'ils ne le font pas ici, ils ne le feront plus jamais ». Un des membres de son équipe me demande de me servir des questions que l'on trouve dans les documents remis pour organiser les grands débats. Je refuse, préférant laisser la parole libre, c'est le 9ème grand débat que j'anime. Je rappelle que je suis l'animateur, qu'elle n'est pas l'organisatrice de cette rencontre. Néanmoins, je ne fais donc plus de propositions d'exemples. Bilan, de nombreux sujets n'ont pas été abordés. De nombreuses personnes ont été déçues. De toutes*

les animations faites, c'est la seule fois où j'ai ressenti le sentiment de n'avoir pu permettre aux personnes présentes de s'exprimer.

- Réduire le nombre d'élus ;
- Trop de communes dans les intercommunalités ;
- Réduire le nombre et les indemnités des élus des intercommunalités ;
- Supprimer le monopole des choix des élèves sortant de l'ENA ;
- Les élus doivent connaître les prix du panier de la ménagère ;
- Supprimer le conseil économique ;
- Réduire les salaires du personnel parlementaire (6400€/facteur ; 5000€/barman...) ;
- Le personnel parlementaire doit être recruté sur concours et non « coopté » ;
- Mise en place d'une pointeuse pour les personnels parlementaires, accorder les indemnités et les salaires sur le temps de présence effectif ;
- Mettre l'informatique en réseau dans les hôpitaux (présentation de la carte vitale à chaque guichet) ;
- Réindexer les retraites et pensions ;
- A Bitche (57230), utilisation du réseau ferré par les militaires qui traversaient la France (manœuvres, autres...). Aujourd'hui, élus et personnels utilisent une voiture pour 1h de réunion. Le parc est de 43 voitures qui font 5000 km par mois. Utiliser le moyen le plus économique, idem dans toutes les administrations en France ;
- Faire payer l'impôt à tous ;
- Intégrer les allocations familiales dans la déclaration des revenus ;
- Repartir les impôts équitablement selon les revenus ;
- Les parcs nucléaires français servent pour l'Europe, faire participer l'Europe à leur entretien ;
- Plus de clarté dans les comptes publics ;
- Donner plus de pouvoir à la cour des comptes, leurs recommandations doivent être coercitives ;
- Supprimer la taxe sur les abris de jardin au-delà de 6m2 ;
- Meilleure gestion des impôts et contribution entre les collectivités ;
- Application du dispositif « De Normandie » (aide fiscale destinée à accélérer la rénovation des bâtiments vides ou en piteux états et à les remettre sur les marchés) ;
- Allègement fiscal des personnes ;
- Réduire le nombre d'ambassades ;
- Supprimer le CESE.

Thème 3 : Organisation de l'état

- Fusionner les ministères de l'agriculture et de l'environnement ;
- Décentraliser l'Etat au niveau des régions avec finances ;
- Créer des maisons de service public ;
- Accompagnement personnes âgées (administratif, autres) ;
- Les élus devraient être plus sur le terrain ;
- Rattachement du pays de Bitche à l'Alsace ;
- Ouverture de la ligne ferroviaire Niederbronn-les-Bains à Bitche ;
- Création d'un « cinquième risque » couvert par la sécurité sociale destiné aux EHPAD et ESS en manque de moyens et d'effectifs ;
- Mise en place de la proportionnalité ;
- Reconnaissance du vote blanc ;

- Rendre le vote obligatoire.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Mise en place d'une démocratie participative qui prend en compte l'avis des associations citoyennes ;
- Développer le référendum local ;
- Tirage au sort des sénateurs.

Thème 5 : Libre

- Valoriser le retour à l'emploi ;
- Favoriser et développer les formations pendant la scolarité ;
- Développer l'apprentissage ;
- Donner les moyens financiers de l'apprentissage aux entreprises et pas l'éducation nationale ;
- Contrôler la bonne utilisation de la prime de scolarité par la mise en place de bons... ;
- Contrôler la bonne utilisation des tickets restaurant (utilisation détournée dans les grandes surfaces) ;
- Revoir les barèmes des amendes pour les vitesses excessives ;
- Supprimer la taxe audiovisuelle ;
- Développer les hôpitaux de proximité ;
- Favoriser l'installation des médecins dans les petites communes ;
- Service des urgences, réduction du temps d'attente. La « bobologie » doit être traitée ailleurs qu'aux urgences (cabinet médicaux) ;
- Développer l'aide à l'intégration.

Thème 1 : La transition écologique

- Equiper les passages piétons de lumière bleue la nuit, éteindre les lampadaires ;
- Développer les capteurs d'énergie solaire pour utilisation nocturne ;
- CICE pour créer de nouveaux emplois ;
- La voiture électrique pollue autant que les autres véhicules ;
- Quid du recyclage des batteries des voitures électriques ;
- Développer l'éolien supprimerait des champs ;
- Utiliser le chanvre plutôt que la laine de roche ;
- Se retirer du Grenelle de l'environnement ;
- Taxer fortement les entreprises polluantes ;
- La France est un des pays qui pollue le moins, taxer les pays qui polluent le plus ;
- Quid du traitement des déchets des usines nucléaires ;
- Nous devrions être payés pour faire le Grand Débat, nous donnons des solutions à Macron ;
- Mise en place d'une éolienne dans chaque lotissement ;
- Ne pas privatiser les barrages hydroélectriques ;
- Interdire le plastique dans les écoles ;
- Développer les jardins ouvriers ;
- Utiliser l'argent des publicités télévisuelles pour apprendre à trier ;
- Les élus doivent montrer l'exemple avant de nous donner des leçons ;
- Développer l'APAD (Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable) ;
- Développer le voltaïque ;
- PAC outil pour le Bio ;
- Collecte des déchets au niveau national (Moins de service, toujours plus cher, les camions passent dans les rues et ne collectent pas. Quid économie d'énergie, de pollution ?) ;
- Stopper l'exploitation de la mine d'or en Guyane (Déforestation, animaux, pollution...).

Thème 2 : Fiscalité et dépense publique

- Réduire les moyens lors des déplacements du président ;
- Réduire les indemnités ;
- Supprimer tous les avantages accordés aux élus après leur mandat ;
- Egalité entre la métropole et les DOM-TOM ;
- Faire payer les élus qui font des erreurs de gestion (On paye les vaccins de madame Bachelot) ;
- Nationaliser les autoroutes, EDF, GDF...
- Sanctionner fortement l'évasion fiscale ;
- Harmoniser la fiscalité européenne ;
- Assujettir les entreprises à l'impôt à la source ;
- Taxer les GAFA ;
- Retour de l'ISF ;
- Augmenter les salaires des gardiens de prisons, des fonctionnaires ;
- Revenir sur toutes les lois que Macron a mis en place depuis le début de son mandat ;
- L'absentéisme des élus doit être fortement pénalisé ;
- Une loi ne doit plus être votée s'il n'y a pas 80% de présents ;

- Impôt Luxembourg/France, restitution de la différence dans les 2 sens ;
- Jurisprudence sur les biens immobiliers à l'étranger ;
- Demander l'avis des contribuables avant de créer une intercommunalité, une région. Nous expliquer ce qui va changer ;
- Transparence des dépenses du gouvernement, de la fiscalité ;
- L'Europe impose le jeu, mais les règles ne sont pas les mêmes pour tous ;
- Fixer la limite d'âge à 62 ans pour être éligible ;
- Mandats d'élus fixés à 2 maximum ;
- L'école doit être entièrement gratuite pour tous ;
- Supprimer les écoles privées ;
- Le budget des campagnes électorales doit être le même pour tous les candidats ;
- Développer la Banque de la démocratie ;
- Les élus ne doivent plus embaucher des membres de leur famille.

Thème 3 : Organisation de l'Etat

- Créer des maisons de service public, de service de proximité ;
- Suppression du régime présidentiel ;
- Les services de l'ordre doivent protéger les citoyens ;
- Supprimer les LBD ;
- Obliger les médecins formés en France à travailler quelques années en France ;
- Réduire le temps de parole des élus sur les chaînes de TV ;
- Supprimer la taxe audiovisuelle ;
- Nationaliser la SNCF ;
- Création d'un seul service public ;
- Retour de l'école le samedi matin ;
- Moselle : 160 enfants handicapés pour seulement 10 aidants. Augmenter le nombre de AVS ;
- Davantage de respect et d'écoute dans les administrations.

Thème 4 : Débat démocratique et citoyenneté

- Casier vierge pour les élus. Juppé condamné, atterri à 73 ans au Conseil Constitutionnel ;
- Possibilité à chaque citoyen de se présenter aux élections ;
- Suppression des avantages accordés aux anciens présidents de la République et aux anciens 1er ministres ;
- Inéligibilité totale pour les personnes condamnées pour fraude ;
- Interdire les élus d'embaucher leurs familles ;
- Referendum sur l'éducation de nos enfants ;
- Pouvoir absolu de décider notre avenir ;
- Démocratie oui, non à la dictature ;
- Nous avons de l'argent et « ils » nous disent que nous sommes pauvres ;
- Loi Schiappa, danger. Ce sont nos enfants pas les siens ;
- La France doit retrouver sa souveraineté ;
- Les débats sont biaisés, les questions sont orientées ;
- Démission de Macron ;
- Mettre fin au régime présidentiel.

Thème 5 : Libre

- Pension de réversion à 100% ;
- Suppression des taxes sur l'héritage ;
- Supprimer la fiscalité des personnes âgées
- Supprimer la TVA sur les produits de premières nécessités ;
- Aider les petites entreprises, les auto-entrepreneurs. Transformer une auto entreprise en SARL = CFE + 4 % d'impôts en plus. Les banques n'accordent pas de crédit aux auto-entrepreneurs, pas de sécurité de l'emploi ;
- L'Etat est un voleur qui a trouvé son maître avec les banques ;
- Pourquoi les forces de l'ordre ne vont-elles pas dans les quartiers difficiles (9/3, Marseille...). Macron les envoie bien contre les Gilets Jaunes qui ne sont pas des délinquants.

DIEUZE

Thème 1 : La transition écologique

- Favoriser les circuits courts ;
- Développer les camions d'abattage chez les agriculteurs (écologique, souffrance animale);
- Diminution des consommations d'énergie ;
- Diminuer de l'énergie nucléaire au profit des panneaux solaires ;
- Impact de la PAC en matière d'écologie ;
- Développer le covoiturage et les parkings ;
- Présenter les chiffres pas seulement vertueux ;
- Ecologie = économie, création d'emploi, vertueux ;
- Former les écoliers à l'écologie ;
- Développer les formations, l'apprentissage ;
- Absence de compétence en France ;
- Ne plus utiliser d'engrais, valoriser le tri, jardins ouvriers, seconde vie aux objets ;
- Quand on en est à nous demander des solutions, c'est qu'ailleurs on n'en a pas ;
- Redonner l'envie de faire de l'agriculture ;
- Consigner les bouteilles en plastique ;
- Revoir la gestion du recyclage ;
- Donner les déchets alimentaires aux agriculteurs ;
- L'exemple doit venir d'en haut.

Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques

- Refondre le code des impôts ;
- L'impôt n'a pas vocation à être une aide sociale ;
- Mise en place de la taxe Tobin (taxe sur les transactions financières) ;
- Suppression de la TVA sur les produits de 1ères nécessités, taxer les produits de luxe ;
- Economie : trop de doublons sur les investissements, sur les compétences, sur les collectivités ;
- Supprimer la taxe audiovisuelle (trop de publicité, respect des programmes, salaires indécents des présentateurs) ;
- Réduire le nombre de ministre ;
- Réduire la fiscalité sur les produits écologiques, Bio ;
- Retour d'une vignette automobile pour les véhicules de grosses cylindrées ;
- Faire payer les GAFA ;
- Prendre l'argent ailleurs ;
- Fiscalité égale dans toute l'Europe ;
- Suppression de la CSG pour le foncier ;
- Taxer les poids lourds ;
- Suppression du comptable public (Doublement payé. Les communes doivent gérer via leurs comptables) ;
- Donner plus de pouvoir à la Cour des comptes ;
- A31 : L'Etat veut le moins cher et taxer le réseau. Les usagers emprunteront alors les réseaux secondaires, qui sont à la charge des collectivités. Double peine.

Thème 3 : Organisation de l'état et des services publics

- Trop de strates ;
- Maximum 2 mandats ;
- Ne plus cumuler les mandats ;
- Suppression des avantages des élus après leurs mandats ;
- Simplification et harmonisation de strates : organiser/décentraliser/déconcentrer ;
- Nous voulons être entendus après ces débats ;
- L'Etat n'a pas le même calcul en matière de DGF selon que l'on habite en ville ou en campagne ;
- Redynamiser la ruralité, développer les projets innovants ;
- Trop de temps entre les promesses et l'attribution de subventions ;
- Diminuer les charges plutôt que donner des subventions.
- Les cadeaux fiscaux sont payés par d'autres.

Thème 4 : Démocratie et citoyenneté

- Reconnaissance du vote blanc ;
- Les élus sont déconnectés ;
- L'absence d'écoute est violente ;
- Rendre la parole aux citoyens ;
- RIC oui, puis respecter le choix des français ;
- Les élus ne doivent plus déléguer. Si trop de charges, en abandonner ;
- Réduire le temps des mandats ;
- La démocratie n'est plus conforme à nos attentes : Nous voulons de la démocratie participative, nous voulons être consultés, nous voulons des débats ;
- Revoir le mode de votes, de scrutins, d'élection ;
- Instaurer un pourcentage minimum pour être élu ;
- Parité à tous les échelons ;
- Toutes les élections doivent être soumises au suffrage direct.

Thème 5 : Débat libre

- Revoir le financement des subventions accordées pour les élections ;
- Ne pas défiscaliser les donateurs de subventions lors des campagnes électorales ;
- Interdire le glyphosate ;
- Interdire les lobbyings ;
- Evaluer les élus sur l'économie et sur la réalisation de sa feuille de route ;
- Contrôler et interdire les fausses informations à la télévision. Les sanctionner.

Tracts

- RIC ;
- AUGMENTATION POUVOIR D'ACHAT (SMIC-RETRAITE) ;
- SUPPRESSION DE LA TVA SUR LES ALIMENTS DE PREMIERE NECESSITE ;
- BAISSER LE PRIX DU CARBURANT ;
- DIMINUTION DU NOMBRE D'ELUS ET DE LEURS AVANTAGES (REMUNERATION-RETRAITE-ETC) ;
- RETOUR DE L'ISF ET CHASSE A L'EVASION FISCALE ;
- AMELIORATION DE NOTRE SYSTEME DE SANTE, EDUCATION NATIONALE, SECURITE, JUSTICE ;
- POUVOIR FAIRE DEMISSIONNER LE PRESIDENT ;
- PRIME RENTREE SCOLAIRE PAREILLE POUR TOUS ;
- MINIMUM RETRAITE ET AAH EQUIVALENT AU SMIC ;
- RSA EN ECHANGE D'UN NOMBRE D'HEURES TRAVAILLEES SAUF POUR LES MALADES ;
- REINSTAURER LA DEMI-PART POUR LES VEUVES ET VEUF ;
- AIDER LES ENTREPRISES A CREER PLUS DE CDI OU PLUS D'EMPLOI EN CDI ;
- REVOIR A LA HAUSSE TOUS LES SALAIRES A 1800€ NET ;
- SUPPRIMER LA CSG-RDS DES RETAITES ET INVALIDES ;
- AIDER LES AGRICULTEURS ;
- POUVOIR SE LOGER ET SE NOURRIR DIGNEMENT ;
- SUPPRESSION DES IMPOTS POUR TOUT LE MONDE ;
- TAXER FORTEMENT LES ENTREPRISES QUI POLLUENT ;
- AIDER LES PROFESSIONS LIBERALES ;
- INTERDIRE LE LBD ET GRENADE GLI-F4 ; MOINS DE REPRESSION ET PLUS DE DROIT ;
- AIDER LES INVALIDES ;
- NE PAS FERMER LES MATERNITES ET ECOLES DANS LES VILLAGES ;
- BAISSER LE PRIX DES AUTOROUTES ;
- INTERDIRE LES FRAIS BANCAIRES ;
- BAISSER LES IMPOTS LOCAUX ;
- EGALITE JUDICIAIRE ;
- REDUCTION DU PRIX DE LA CANTINE SCOLAIRE ;
- DEVELOPPER LES EMPLOIS DANS LES HOPITAUX ;
- SORTIR DE L'EUROPE ;
- SUPPRESSION DE LA TAXE AUDIOVISUELLE ;
- INTERDIRE LES COURS SUR LES ARMES AUX ENFANTS ;
- TAXER LE LUXE ;
- CASIER JUDICIAIRE VIERGE POUR TOUS LES ELUS ;
- AGE MINIMUM ET MAXI POUR LES ELUS ;
- SUPPRESSION DU SALAIRE ET AVANTAGE DE LA FEMME DU PRESIDENT ;
- TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS ;
- STOP A L'IMMIGRATION ET AUX AIDES ;
- BAISSER LES SALAIRES DES DEPUTES, MINISTRES, DE TOUS LES ELUS ;
- RETRAITE A 60 ANS POUR TOUS ;
- SUPPRESSION DE LA LOI ROTHSCHILD (POMPIDOU) ;
- SUPPRESSION DES AVANTAGES ACCORDES AUX PRESIDENTS RETRAITE ;
- SUPPRIMER LES SYNDICATS ;
- RETOUR AU 90KM/H ;
- SUPPRESSION DES CONTROLES TECHNIQUES ;
- SUPPRESSION DES VOITURES RADAR.

Participation individuelle

Objet : Débat national

M. le Président de la République,

/euillez trouver ci-dessous mes réponses à votre courrier. Elles se décomposent en critiques, remarques et propositions de solutions.

I. INTRODUCTION

Efficacité, efficience

Mon ressenti est que notre pays n'a toujours pas fait le deuil de la royauté et que nous sommes effectivement dans une royauté avec une étiquette République. Il s'avère qu'aujourd'hui, au vu du contexte de mondialisation, un pays peut être considéré comme une entreprise et devrait être géré comme telle. Dans ce cas on pour lui appliquer les mêmes modes de fonctionnement qu'une entreprise et mettre en œuvre une démarche qualité où :

- Je dis ce que je fais
- Je fais ce que j'ai dit
- Je vérifie, j'évalue les actions
- J'améliore, je modifie et on recommence.....

Le droit à l'erreur est accepté et il n'y a aucune honte à corriger. **ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM.**

II. IMPÔTS, DEPENSES ET ACTION PUBLIQUE

La première chose à faire, ce sont des économies. Un principe de base : ne pas dépenser l'argent que l'on n'a pas et surtout quand il s'agit de celui des citoyens, des entreprises.

Pour les mesures en place qui ont été votées et sur lesquelles vous ne voulez pas revenir, vous écrivez : Le Parlement les évaluera de manière transparente et avec le recul indispensable. Nous devons en revanche nous interroger pour aller plus loin.

Il est donc souhaitable que vous mettiez en œuvre ce que vous écrivez, même pour l'ISF !

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Faire le ménage dans les niches fiscales dont la plupart sont des arrangements entre petits amis et ne concernent souvent qu'une corporation qui a crié plus fort que les autres.

Concernant l'impôt à la source, la mensualisation de l'ensemble des contribuables aurait eu le même résultat, aurait évité une année blanche pour bon nombre de contribuables et la mise en place d'une usine à gaz.

Augmenter le nombre de tranches d'impôts afin d'augmenter la progressivité. En rajouter vers le haut et le bas.

Optimiser les impôts et taxes existants, en supprimer mais surtout arrêter d'en inventer de nouveaux. On ne sait plus où on en est !!

Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Continuer à moderniser, informatiser l'administration fiscale de manière à automatiser des tâches, diminuer le personnel. Stabiliser la fiscalité car chaque évolution entraîne des coûts et diminue la crédibilité des citoyens dans l'efficacité de cette administration.

Faire le ménage dans les comités « Théodule » qui permettent de recaser les copains dans des placards dorés !

Limitier le recours aux Autorités Administratives Indépendantes.

Eviter de créer des usines à gaz dont le fonctionnement est incompréhensible même pour son créateur. Il n'y a rien de mieux que des solutions simples compréhensibles par tout le monde.

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

Obliger les chômeurs à se former, à changer de métier de façon à être en adéquation avec le marché du travail. Il n'est pas normal que des emplois ne soient pas pourvus et que l'on soit obligé de faire appel à de la main d'œuvre étrangère.

Mieux organiser la formation des personnes de manière à répondre aux besoins du marché.

Revoir l'indemnisation du chômage. Cela ne concerne que peu de personnes mais il ne faut pas que l'indemnisation du chômage devienne un mode de vie

Accompagner, aider, former les chômeurs afin de les inciter à revenir dans l'entreprise.

Augmenter la participation des salariés au capital de leur entreprise.

Indexer les retraites sur l'inflation.

Supprimer tous les régimes spéciaux. Il est souhaitable que la réforme des retraites aboutisse vraiment à la règle donnée par le Président de la République : 1 cotisé donne les mêmes droits quelle que soit la catégorie. Et surtout pas d'artifices du genre 1 € fonctionnaire vaut plus que 1 € du privé.

Plus de transparence dans l'utilisation de l'argent public. Fin de l'impunité en cas de gaspillage. Responsable mais pas coupable, cette notion doit disparaître.

À la suite du décès du conjoint, supprimer le plafonnement de la retraite des veuves du privé. Les fonctionnaires et d'autres catégories ne sont pas concernés. Ce serait une mesure de justice sociale et d'égalité devant la retraite.

Il faut arrêter le financement de la retraite EDF, SNCF et autres par le régime du privé. Si ces gens veulent un régime spécial, qu'ils se le financent !!

Privilégier l'ascenseur social en renforçant les évolutions de carrière grâce à la VAE (Validation des Acquis par l'Expérience). Exemple : les gardiens de prison de catégorie C qui ne peuvent accéder à la catégorie B sous prétexte qu'ils n'ont pas le BAC (dixit Mme BELLOUBET interviewée par Elisabeth MARTICHOU sur RTL le 31 janvier 2019) !! Et la VAE alors !!

Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépeçés ou trop chers par rapport à leur utilité ? À l'inverse, avez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Supprimer la gestion des anciens combattants.

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

Renforcer, améliorer la prise en charge de nos aînés. Ils le méritent !!.

Organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Arrêter d'inventer de nouvelles lois, appliquer celles qui existent. Un excès de lois tue la loi. Une règle : la transparence

Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Chambre des comptes : ses décisions et avis doivent être contraignants.

La haute fonction publique devrait être renouvelée régulièrement. Elle doit être au service de l'Etat et non l'inverse !

Améliorer la performance et l'autorité des commissions d'enquête du Sénat et de l'Assemblée. Quand on voit ce qui se passe actuellement avec l'affaire BENALLA, on l'impression de vivre dans une république bananière ou d'assister à un jeu de rôle où l'entendu se fout de tout et de tous. Que de précautions prises pour l'interroger. On l'impression qu'il est en cristal !!

Pouvoir suivre le travail de nos députés qui nous représentent. Comment votent-ils ? Comment travaillent-ils ? Comment gèrent-ils notre argent ?

Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Organiser et simplifier. Améliorer le dialogue avec les citoyens. Une participation accrue aux décisions (référendum local par exemple).

Fonctionnement en mode projet : des citoyens volontaires qui vont participer, pour une problématique donnée, à l'élaboration de la solution, au suivi et c jusqu'à la mise en œuvre et la validation. Cela évitera peut-être de créer des usines à gaz.

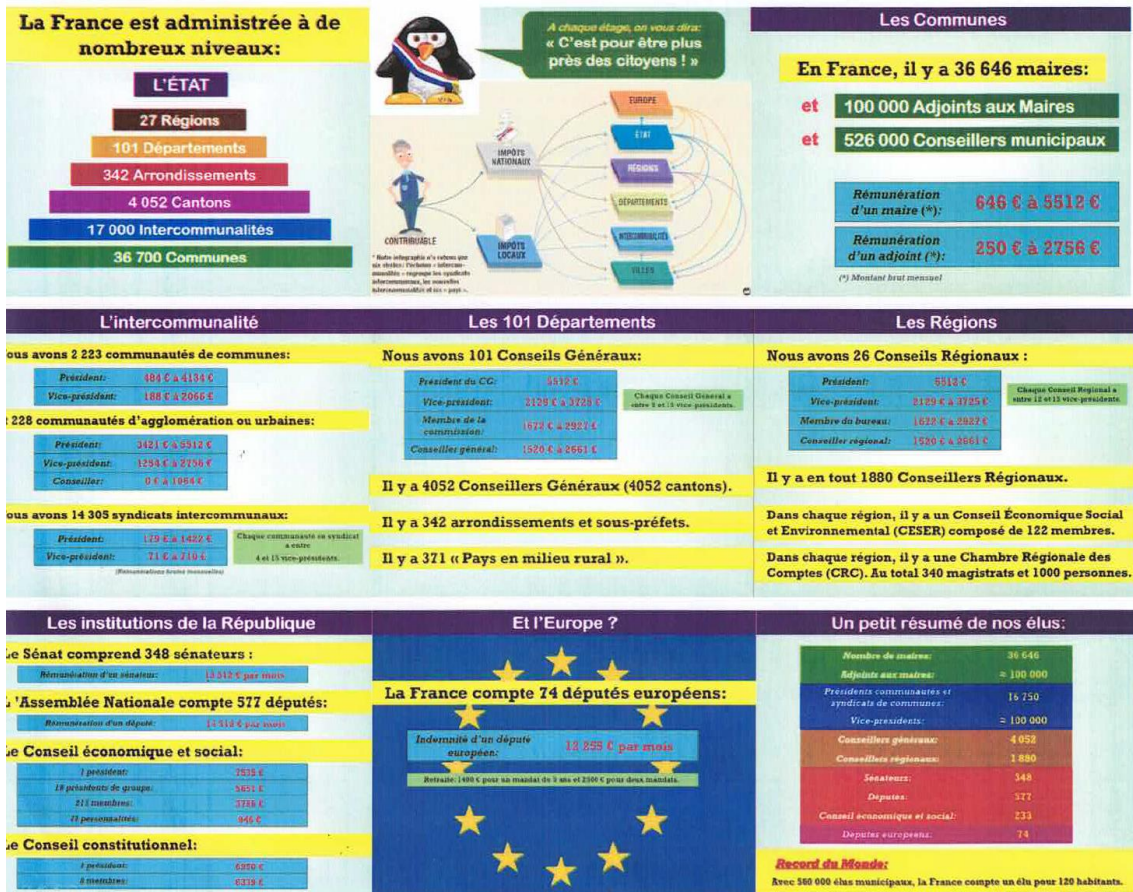
Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Simplifier le mille-feuille administratif. A quoi servent tous ces étages (ETAT, REGION, DEPARTEMENT, INTERCOMMUNALITES (communautés de communes, communautés urbaines, etc), VILLES et COMMUNES) avec à chaque niveau une organisation pléthorique qui coûte. Au vu des résultats, il y a urgence à simplifier.

Quand cela fonctionne bien au niveau local, la distribution de l'eau par exemple, quel intérêt de regrouper au niveau supérieur pour sous-traiter ce service à une entreprise privée avec comme résultat des coûts en augmentation et un service rendu en diminution. Ne pas oublier qu'une entreprise privée est là pour faire des bénéfices et rémunérer ses actionnaires. Le service public, elle s'en fout !!

Simplifier le parcours des justiciables (tribunaux administratifs, justice de proximité, prud'homme, ...). Il y a beaucoup trop de possibilités de recours. Le temps judiciaire est incompatible avec le temps du citoyen.

ETAT DES LIEUX 2014



La transition écologique

La maison brûle et on tourne la tête.

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Tout le monde doit être concerné : tous les industriels, tous les transports (aériens, maritimes et terrestres) et tous les modes de vie. Ce qui est prélevé au titre de l'écologie doit être réaffecté à l'écologie

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?

Mettre en place des crédits d'impôt, subventions et prêts à taux zéro. Mais il faut être vigilant car le plus souvent la mise en place d'une aide entraîne souvent une augmentation du prix du bien concerné. Exemple : les fourneaux à pellet dont le prix a augmenté au moment de la mise en place du crédit d'impôt. La réponse des fournisseurs : mais vous bénéficiez d'un crédit d'impôt !!

En complément de l'augmentation du nombre de tranches d'imposition, 14 par exemple, les tranches 1 à 3 bénéficierai de 100% des aides (sous forme de crédit d'impôt ou autre), les tranches 4 à 11 bénéficierai d'une aide dégressive (de 90% pour la tranche 4 jusqu'à 10% pour la tranche 12), enfin les tranches 13 et plus ne bénéficierai d'aucune aide. Ce serait un système plus égalitaire et facile à mettre en œuvre.

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Les transports en commun, co-voiturage, privilégier le rail à la route, interdire la traversée de la France aux poids lourds en obligeant à l'utilisation du ferroutage (Exemple ligne BETTEMBOURG PERPIGNAN).

Créer une filière d'excellence dans la rénovation des bâtiments. Former des chômeurs pour cette activité. On nous dit que la rénovation énergétique est un gisement d'emploi mais pour qui ? En dehors du citoyen, qui profite aujourd'hui du plan de rénovation (isolation à 1€) ? Qui est derrière ces entreprises qui emploient principalement des travailleurs détachés ? C'est tout de même avec notre argent que tout cela est fait

Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Éviter de prendre des décisions précipitées et évaluer ces décisions sur le long terme.

C'est très bien de montrer l'exemple mais il faut que l'on soit suivi.

Les grandes messes c'est bien pour la communication mais mettre en œuvre les choix validés c'est mieux.

Démocratie et citoyenneté

Le principe d'égalité ne doit pas créer une société d'assistés.

Faut-il reconnaître le vote blanc ?
Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui, le vote blanc doit être pris en compte. S'il est majoritaire, l'élection doit être réorganisée, cela évitera les choix par défaut. Cela pourra faire revenir le abstentionnistes.

Non, le vote ne doit pas être obligatoire.

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Difficile à dire. De l'ordre de 20% à 30% peut être...

Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

OUI, diviser par 2 le nombre de parlementaires.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?

Toutes les structures n'ayant qu'un rôle consultatif doivent être évaluées et supprimées si elles ne peuvent justifier de leur utilité. Cela fera des économies

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Il me semble que le nombre de conseillers est déjà important. Quel intérêt d'en rajouter ? Que ceux qui nous représentent pensent à la France et non eux et gèrent l'argent public comme si c'était le leur.

Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Oui, pourquoi pas. Encore faut-il que cela serve à quelque chose et que les avis des citoyens soient pris en compte.

Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

C'est très bien de demander l'avis des citoyens, c'est encore mieux de le prendre en compte.

Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

OUI, il faut fixer des objectifs.

Il faut aider les pays concernés à se développer et ainsi leur population restera sur place.

Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

De la maternelle jusqu'au BAC, renforcer l'éducation civique dans le système éducatif.

CONCLUSION

Je pense que si je gérais mon budget comme est géré le pays, je serai en prison depuis longtemps.
Il faut privilégier le bon sens, la gestion en bon père de famille et diminuer le dictat de l'immédiateté.
Si un jour le citoyen doit participer à la décision publique, je suis volontaire !!

Courrier d'un Homme en colère

Si je suis là ce soir ce n'est pas pour le grand débat, j'ai consulté le questionnaire en ligne qui ne correspond pas ^{ou très peu} aux revendications des gilets jaunes, elles sont pourtant simple certes multiples parce que depuis mi novembre ce sont greffés toutes les difficultés que rencontre les gens dans leur vie de tous les jours y compris les retraités. Les grandes revendications portent sur le pouvoir d'achat le pouvoir de ~~pouvoir~~ vivre dignement ce qui englobe les salaires, les pensions, les impôts, la transition énergétique le logement etc.

Sur ce qui est du questionnaire dans les grands thèmes ils ont certainement du être élaboré par de brillants énarque issus du macronisme. Ce que j'en retiens c'est que c'est très bien dirigé pour permettre ensuite lors des conclusions de dire vous le peuple vous avez choisi au travers d'une consultation publique des décisions que nous prenons aujourd'hui. Les revendications des gilets jaunes sont claires, certes il faut faire un tri et donner des priorités. Les énarques dirigeants c'est à ^{eux} ~~vous~~ à apporter des solutions. Dans différents débats, les gilets jaunes ~~vous~~ ont appelés des solutions à ^{eux} ~~vous~~ de les mettre en œuvre. Dans ce pays qui est un des plus riches au monde votre mission n'est pas d'accentuer la fracture sociale mais de tirer tous le monde vers le haut. Ce n'est pas à nous à vous apporter les solutions c'est votre métier et vous l'avez choisi.

Via Social 5 10000 Bellignat Toulon (Tel) Tel 00 011 0000000 Fax 00 011 0000000

Vous nous apportez notre mal être, à ^{eux} ~~vous~~ de
nous donner les bons remèdes.

**Courrier du 27 décembre 2018 de Gilets Jaunes
adressé au Président de la République**

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Je suis le rapporteur d'une rencontre entre des Gilets Jaunes venus de plusieurs "Ronds-points" du département de la Moselle ; des personnes de tous les âges, des jeunes, des retraités, des actifs de différents corps de métiers, des chômeurs, des "laissés-pour-compte"... Des Gilets Jaunes d'Alsace, des Cévennes, du Gers se sont associés à cet envoi.

Cette réunion murissait dans l'esprit de plusieurs d'entre nous qui estimaient que la violence n'était pas la solution. Ainsi, avec ce courrier, vous trouverez une liste de revendications.

De nombreux signes précurseurs de cette crise venue du bas auraient dû attirer votre attention, ainsi que celle des élus, des syndicats, des nombreux et brillantissimes sujets sortis des grandes écoles de la République. Seulement ces signes se passaient ailleurs dans le monde. Des peuples ont manifesté leur colère : *"Printemps Arabe ; Pays basculant dans l'extrémisme ou subissant le joug de la dictature"*. Vous rendez-vous compte que le Président du Brésil a été élu essentiellement sur son projet de mettre fin à la corruption. C'est vous dire le ras-le-bol des Peuples.

Vous, monsieur le Président de la République, et avec vous tous les dirigeants élus ou non élus, êtes responsables de cette situation. N'avez-vous donc pas constaté que depuis de nombreuses années le nombre de votants diminuait ? Il suffit pourtant de regarder le nombre de suffrages exprimés lors de la dernière élection présidentielle.

A peine élus, nombreux sont ceux qui ne pensent qu'à leur réélection, faisant fi de leurs promesses, oubliant que ceux qui les ont élus attendent d'eux qu'ils portent leurs paroles dans l'hémicycle.

Aujourd'hui celles et ceux du Peuple de France manifestent leur colère, si vous les avez entendus, vous restez incapables de les écouter, convaincus que vous seuls savez ce dont le Peuple a besoin. Le Peuple en a marre. Elle est terminée l'époque de la Rome décadente, où Juvénal disait que pour gouverner, il fallait donner au peuple du Pain et des Jeux.

Vous avez trompé le Peuple avec votre histoire de nouveau monde et de ruissellement. Même ceux qui vous ont élu, sur votre nom et non pas par défaut, se sentent trahis par vos décisions, par votre comportement.

Le Peuple d'aujourd'hui n'a plus confiance, il veut être acteur de sa vie. Il ne veut plus être mis à l'écart des décisions politiques, des décisions prises par une poignée de soi-disant « sachants ». Le Peuple de France ne veut plus attendre.

Afin de répondre à certaines de nos revendications, vous avez décidé de faire appel aux corps intermédiaires que sont les élus dits de terrain ainsi qu'aux syndicats. Malheureusement et par leur faute, trop d'élus ont contribué à ce que l'on dise d'eux qu'ils « sont tous pourris ».

Aussi, nous avons choisi de faire débat entre nous, au cours de notre rencontre, chacun a pu s'exprimer, a dit ce qu'il voudrait que vous entendiez. Car si le moment est au dialogue, il est surtout à la mise en pratique immédiate des réformes voulues par le Peuple de France.

Forts de vos propos « *on ne peut réformer qu'avec le peuple* » et il faut bien le reconnaître, face au peu d'enthousiasme de madame la Députée de la 7^{ème} circonscription de Moselle à nous apporter son aide, en gardant pour ligne de conduite l'intérêt général, nous nous sommes passés des corps intermédiaires.

Précisons qu'après le refus du maire d'une commune de nous prêter une salle, cette députée a été sollicitée à son tour, via les services préfectoraux. Les seuls propos que nous avons retenus de celle-ci sont : *"Qu'elle était en rendez-vous avec madame la ministre ; qu'elle avait peu de temps à consacrer ; que 3 journalistes l'attendaient ; qu'elle avait rencontré des Gilets Jaunes et qu'en conséquence elle savait ce que nous voulions* ». Depuis le 5 décembre, les seules nouvelles de madame la Députée que nous ayons, c'est lorsqu'elle est apparue dans une émission de télévision (« Sept à Huit » du dimanche 9 décembre).

Dans votre discours, vous déclarez monsieur le Président : *"Je veux que soient posées les questions suivies de toute une liste de thèmes (la représentation, les courants d'opinion, la prise en compte du vote blanc, l'équilibre de la fiscalité, le quotidien, la question de l'organisation de l'Etat)"*. Il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir ce que VOUS, vous voulez, mais il s'agit de savoir ce que NOUS, nous voulons. Des vœux pieux que nous voulons voir remplacés par des actes, des dates, des délais à court terme.

Vous trouverez donc, joint à ce courrier, une liste de revendications recueillies par mail, par téléphone, par courriers et lors de notre réunion. Je précise que cette liste n'est pas exhaustive, mais il nous apparaissait urgent que vous ayez une présentation structurée de nos demandes.

Monsieur le Président, entendez notre message. Je terminerai par l'analyse d'un historien des mouvements sociaux qui répondant à la question d'une journaliste (Républicain-Lorrain du 10/12/2018) disait : *« Le mouvement se veut un contre-pouvoir qui attend du pouvoir politique qu'il aille suffisamment loin dans ses concessions pour s'estimer satisfait. Mais c'est extrêmement compliqué car, comme ils ne se donnent pas de porte-parole, le pouvoir peine à identifier les mesures qui pourraient calmer la colère. Il finira peut-être à faiblir, par fatigue, mais ce serait une mauvaise solution car la colère resurgira forcément plus tard. »*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

PS : Aujourd'hui, vous faites encore l'erreur de « castanériser » les ronds-points en démolissant les abris des Gilets Jaunes. Vous attisez encore leur colère, leur haine et le mot n'est pas trop fort. Vous ne pouvez pas dire d'un côté « Je vous ai compris » et de l'autre utiliser la force publique pour museler des années de mépris. Il semble même que vos forces de l'ordre locales, Gilets Jaunes lorsque l'uniforme est tombé, reconnaissent l'erreur de cette mesure.

Nous demandons :

- L'interdiction de se présenter à une élection ou de postuler à la direction d'un syndicat (eau, collecte...) à tout élu condamné pénalement ;
- La suppression de la « pause » des procédures pénales qui précède les élections ;
- La réduction des délais de justice ;
- L'égalité des élus dans le cadre de leur fonction ;
- Le renforcement du pouvoir d'action de la Cour des Comptes...

Nous demandons :

- La diminution du nombre de députés, de leurs revenus, de leurs indemnités, de leurs avantages,
- La sanction forte de l'absentéisme parlementaire ;
- La suppression du sénat ;
- La suppression des avantages accordés aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction ;
- La prise en compte des réalisations existantes proches, avant que ne soient accordées les subventions aux communes par les départements, les régions pour des réalisations similaires ;
- Le contrôle des dépenses de l'Elysée, des ministères, de toutes les administrations de l'Etat par un collège de citoyen ;
- La réduction des commissions nationales ; La taxation des GAFA ;
- La suppression des remboursements de soins en rapport ou conséquence de leur sport aux sportifs de très haut niveau par les organismes de santé ainsi que le remboursement des frais de santé dus par les dirigeants étrangers ;
- La chasse à l'échappement fiscal sanctionné de manière stricte et sans appel avec remboursement immédiat de tout détournement ;
- L'arrêt des emprunts auprès des organismes bancaires privés ; que l'Etat réemprunte auprès de la Banque de France ;
- Le contrôle budgétaire des institutions afin de ne pas dépenser inutilement le restant de leur budget en fin d'année...

Nous demandons :

- L'indexation des salaires sur le coût de la vie fonctionnaire compris ;
- La revalorisation des retraites, que celles des veuves soit réévaluée à 80% ;
- L'attribution d'une prime aux personnes touchant le minimum retraite exonéré de la CSG ;
- Que l'écart salarial entre un salarié et une personne percevant le chômage soit important ;
- L'augmentation du SMIC ;
- Le paiement de la prime de fin d'année aux fonctionnaires ;
- Le paiement et la défiscalisation des heures supplémentaires dues aux forces de l'ordre ;
- L'étude préalable sur les effets du ruissèlement de l'Impôt Sur la Fortune et conclure en conséquence ;
- L'arrêt de l'impôt à la source ;
- Le calcul de l'impôt sur le revenu plus juste ;
- La réduction des taxes (eaux, gaz, essence...) ;
- La suppression de la CSG ;
- Le retour des institutions au plus près des citoyens (hôpitaux, maternités, postes, impôts, tribunaux, collège, lycée, école, aide scolaire...) ; L'arrêt du regroupement en grand pôle ;
- Le rétablissement de la circulation des trains et des bus desservant les petites communes ;
- Le rétablissement de la vitesse à 90km/h ;
- L'entretien renforcé des voiries devenues dangereuses pour les usagers...

Nous demandons :

- La suppression de la parité lors des élections (maire...) ;
- L'adoption de la représentativité proportionnelle en fonction des voix obtenues ;
- La comptabilisation du vote blanc ;
- L'instauration du référendum d'initiative citoyenne ;
- La démission des candidats à leur réélection 5 mois avant le scrutin ;
- Le référendum municipal pour l'engagement de dépenses hors programme ;
- La déclaration de patrimoine pour tous les élus ;
- La modification de la loi sur la limitation du cumul à trois mandats, afin que soit pris en compte les mandats précédemment effectués ;
- L'interdiction de cumuler mandats électifs avec la présidence d'une intercommunalité ou autre syndicat ;
- La modification d'attribution de la Légion d'Honneur ;
- L'adaptation de la taxe selon que le produit de consommation ait été réalisé dans un rayon de 200kms ou non ;
- Une meilleure lisibilité de l'étiquetage des produits de consommation ;
- L'adaptation du modèle du régime Alsace-Moselle aux autres caisses d'assurances maladies ;
- La mise en place de commissions de contrôles de citoyens dans la cadre des augmentations : mutuelle, complémentaire, assurance, eau, électricité, gaz, autoroute... ;
- L'implication de collèges de non élus à tous les niveaux de décision (commune, département, région, intercommunalité, état ...).
- Nous attendons de nos dirigeants le respect de notre Constitution et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, en cessant tout commerces avec les pays méprisant cette doctrine sur leur propre territoire...

Nous demandons :

- La mise en place du ferroutage ; La taxation du carburant des avions et des bateaux...

Nous demandons :

- Que soit conjuré les déserts médicaux et que développé le nombre de médecins spécialistes...

Nous demandons :

- La suppression de la corrida, de la chasse à courre, de la chasse présidentielle ;
- La vidéo surveillance dans tous les abattoirs ; L'interdiction de l'abattage dit « halal » ;
- La favorisation de l'adoption de l'animal de compagnie auprès des associations protectrices des animaux...

Nous demandons :

- Qu'à toutes ces réformes soient associés des collèges de citoyen ainsi que la mise en place d'un calendrier de toutes ces réformes.

**Courrier du 12 janvier 2019 de Gilets Jaunes
adressé au Président de la République**

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Je reviens une nouvelle fois vers vous, suite à notre premier envoi datant du 26 décembre 2018. Je vous avais écrit en tant que rapporteur d'une rencontre entre des Gilets Jaunes venus de plusieurs "Ronds-points" du département de la Moselle.

Depuis l'envoi de ce courrier, plusieurs sections à qui une copie avait été adressée via les réseaux sociaux se sont déclarées intéressées pour en connaître la réponse que nous étions en droit d'attendre de vous. N'est-ce pas vous, monsieur le Président de la République, qui regrettiez notre supposée désorganisation et l'absence de personne avec qui parler ? Vous semblez ignorer la tenue de nombreuses réunions entre Gilets Jaunes au cours desquelles chacun peut s'exprimer, dire son mal-être et où il est rappelé le refus de la violence.

Au courrier précédent, nous avons joint une liste de revendications. L'avez-vous jugée disproportionnée ce qui aurait motivé votre absence de réponse ?

Nous vous écrivions que le Peuple de France était en colère, qu'il n'avait plus confiance, qu'il voulait être acteur de sa vie, qu'il ne voulait plus être mis à l'écart des décisions politiques, qu'il ne voulait plus attendre.

Nous vous écrivions également que nous n'avions plus confiance dans les élus, que nous avons continué à débattre entre nous, à nous regrouper, à réfléchir aux réformes qu'il faudrait faire. Souvenez-vous de vos propos « *on ne peut réformer qu'avec le peuple* ». Si le cahier de doléances était une idée à soutenir, aujourd'hui il est devenu une usine à gaz. Plutôt que le confier aux mains d'élus, d'institutions, pourquoi ne pas le confier à un collège composé de citoyens lambda et/ou issus des Gilets jaunes, des Blouses Blanches, des Stylos Rouges... lors de permanence dans des lieux neutres.

Vos ministres s'expriment dans différents médias, souvent leurs propos contredisent les propos de celui qui les a prononcés avant lui. Et nous, le Peuple de France nous entendons cette cacophonie.

Au cours de nos rencontres, inspirés d'une théorie chère à vos yeux, nous avons réfléchi sur le ruissellement, mais un ruissellement différent qui pourrait être tout aussi efficace.

Afin que nous nous comprenions bien, voici résumée cette théorie : « *La théorie du ruissellement est une théorie politique sur l'économie selon laquelle les revenus des individus les plus riches sont réinjectés dans l'économie, soit par le biais de leur consommation, soit par celui de l'investissement contribuant ainsi, directement ou indirectement, à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société* ».

Cette théorie est avancée pour défendre l'idée que les réductions d'impôt y compris pour les hauts revenus ont un effet bénéfique pour l'économie globale. L'image utilisée est celle des cours d'eau qui ne s'accumulent pas au sommet d'une montagne mais ruissellent vers la base.

Aussi, nous vous savons attaché au refus du retour de l'Impôt Sur la Fortune (ISF), pourtant ajouter cette mesure à celles proposées ci-après ferait, d'après nos sondages, retomber quelque peu la colère. Voici donc, les mesures à prendre dans l'urgence que nous vous proposons :

- Diminution du nombre de députés, de leurs revenus, de leurs indemnités, de leurs avantages ;
- Suppression des avantages accordés à la Première dame ;
- Suppression du sénat ;
- Suppression des avantages accordés aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction ;
- Contrôle des dépenses de l'Élysée, des ministères, de toutes les administrations de l'Etat, des subventions ;
- Réduction des commissions nationales ;
- Taxation des GAFA ;
- Taxation du carburant des avions et des bateaux

Bien entendu, ces suggestions ne sont pas exhaustives, mais si ces quelques mesures étaient appliquées dans l'urgence, alors **par un effet de ruissellement vous pourriez, dans un premier temps :**

- Indexer les salaires sur le coût de la vie ;
- Revalorisation des retraites ;
- Augmenter le SMIC,
- Redonner le goût au travail, etc ...

Bien évidemment, monsieur le Président la liste de nos autres revendications reste toujours d'actualité. Rendues prioritaires et appliquées au plus tôt, ces mesures proposées permettraient d'envisager un retour à la normale s'ouvrant sur le dialogue qui jusqu'ici a fait défaut et de poursuivre la mise en place de nos autres doléances.

Les Gilets Jaunes demandent à être écoutés, à être entendus. Cessez d'opposer les classes entre elles, selon que l'on gagne 2000€ (*Retraités percevant moins de 2000€ = suppression de la hausse de la CSG*) ou 2500€ (*maintien de la taxe d'habitation pour ceux dont le salaire serait supérieur à ce montant*). Descendez de votre trône, et vous verrez que ces montants ne sont rien au regard des salaires, indemnités et autres avantages perçus parmi ceux sur lesquels nous souhaiterions voir appliquer la théorie de ruissellement.

Ecoutez-nous, entendez-nous, monsieur le Président de la République, les Gilets Jaunes aspirent aussi à un retour dans leurs foyers. Mais ce ne doit plus être jamais comme avant. Entendez-le.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.